



ISSN 0718-0675

ISSN en ligne 2260-6017

La construction discursive de l'événement *conflit mapuche* dans la presse écrite chilienne¹

Pablo Segovia Lacoste

Universidad de Concepción, Chili

Centro de Estudios Avanzados, Universidad de Playa Ancha, Chili

psegovia@udec.cl

Reçu le 01-07-2016/ Évalué le 01-09-2016/Accepté le 02-10-2016

Résumé

Ce travail analyse la construction discursive autour de l'événement *conflit mapuche* dans deux quotidiens chiliens dans le cadre d'une perspective française de l'analyse du discours. Dans un premier temps, nous avons étudié l'origine historique de ce qu'on appelle le *conflit mapuche*. Ensuite, nous avons analysé la construction discursive de l'événement *conflit mapuche* et ses conséquences au niveau social. Finalement, nous avons étudié la représentation que la presse donne des différents participants au conflit. Le corpus est composé d'articles de presse apparus dans les quotidiens *El Mercurio* et *La Tercera*, entre mars 2014 et mai 2016.

Mots-clés : conflit mapuche, analyse du discours, événement, identité, mémoire

La construcción discursiva del acontecimiento *conflicto mapuche* en la prensa escrita chilena

Resumen

Este trabajo analiza la construcción del acontecimiento *conflicto mapuche* en dos periódicos nacionales desde la perspectiva francesa del análisis del discurso. Se estudiará, en primera instancia, el origen histórico del denominado *conflicto mapuche*. En segundo lugar, se analizará la construcción discursiva del acontecimiento *conflicto mapuche* y sus implicancias a nivel social. Finalmente, se estudiará la representación que realiza la prensa de los diferentes participantes de este acontecimiento. El corpus está compuesto de un conjunto de artículos de prensa de los periódicos nacionales *El Mercurio* y *La Tercera*, entre marzo de 2014 y mayo de 2016.

Palabras clave: conflicto mapuche, análisis del discurso, acontecimiento, identidad, memoria

The discursive construction of the *Mapuche conflict* event in the Chilean press

Abstract

This work analyses the construction of the *Mapuche conflict* event in two national newspapers from the French Discourse Analysis perspective. Firstly, the historical background of the so-called *Mapuche conflict* will be studied. Secondly, the discursive construction of the *Mapuche conflict* event and its implications at social level will be analysed. And lastly, the representation by the press of the different participants in this event will be studied. The corpus is composed by a group of national newspaper's articles from *El Mercurio* and *La Nación*, beginning in March of 2014 to May of 2016.

Keywords: Mapuche conflict, discourse analysis, event, identity, memory

Introduction

Le *conflit mapuche* est un événement historique de longue date, lié à la création de l'État du Chili. Ses origines remontent, selon les historiens (Bengoa, 2000; Saavedra, 2002), au XIX^{ème} siècle lorsque le jeune État chilien occupe militairement les territoires du sud du Chili, habités par les Mapuches. Avant la création de l'État du Chili, les Mapuches ont résisté à l'invasion de l'Empire espagnol et après d'innombrables batailles, connus sous le nom de *guerre d'Arauco*, les premiers ont vaincu en repoussant les Espagnols vers le nord du fleuve Biobío.

Au fil du temps, le *conflit mapuche* a connu différentes étapes de rapprochement et d'éloignement entre les Mapuches et les différents secteurs de la société chilienne (le gouvernement, les partis politiques, les agriculteurs, les entreprises forestières et la police). Dans les années quatre-vingt-dix, l'arrivée de la démocratie a fait entrer ce conflit dans une nouvelle phase, marquée par la violence entre les parties impliquées, l'application de la part de l'État de loi antiterroriste et la demande de création d'un État-nation mapuche.

En 1993, au cours de cette période, l'État chilien a promulgué la loi indigène n° 19.253 dans le but de répondre aux demandes historiques des indigènes. Cette loi attribue des droits aux indigènes, concernant l'accès à la terre, l'éducation et la conservation de la culture. Cela a représenté une avancée importante en matière de reconnaissance des droits, après des années du gouvernement militaire sous le régime de Pinochet (1973-1989). Cependant, cette loi apparaît insuffisante pour répondre aux demandes des peuples autochtones, soumis à une pauvreté extrême. C'est pendant cette époque que des nouvelles organisations d'intellectuels

Mapuches sont apparues et elles ont commencé à pointer du doigt l'État chilien à l'échelle internationale en matière de protection de la terre, de la langue et de la culture indigène.

Dans ce contexte, le traitement médiatique de l'événement, nommé *conflit mapuche* par la presse, a mis en avant les actions de violence commises dans des manifestations de revendication des terres. Cela a été le cas du quotidien de droite *El Mercurio*, qui n'a pas hésité à qualifier de *terroristes* les Mapuches impliqués dans ce genre d'activités, mais il en a été de même dans les autres quotidiens chiliens.

Dans ce travail, nous nous proposons d'étudier les implications discursives et sociales de la dénomination *conflit mapuche* dans la presse écrite chilienne. Dans un premier temps, nous allons traiter l'origine du *conflit mapuche*. Ensuite, nous allons réfléchir sur la façon de nommer cet événement et ses participants dans la presse chilienne. Ce travail d'analyse nous permettra de dégager quelques pistes de réflexion intéressantes. L'approche privilégiée est celle de l'analyse du discours, dit à la française.

Le corpus est composé de deux quotidiens chiliens (*El Mercurio*² et *La Tercera*³), qui abordent le *conflit mapuche* entre le mois de mars 2014 et le mois de mai 2016.

1. L'origine du *conflit mapuche*

Selon la plupart des historiens, l'origine du *conflit mapuche* trouve son origine à la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque l'État du Chili occupait militairement l'ancien territoire mapuche (Bengoa, 2000; Saavedra, 2002), déclenchant ainsi une guerre contre les autochtones. Cette guerre nommée par les élites chiliennes *pacification de l'Araucanie* est la contrepartie des actions menées en Argentine contre les Mapuches, sous le nom de *campagne du désert*. Dans ce sens, on peut dire, à juste titre, que la *pacification de l'Araucanie* et la *campagne du désert* font partie d'une dynamique plus large qui est la configuration des États-nations en Amérique latine au XIX^{ème} siècle, suite aux guerres d'Indépendance. Nous pouvons également noter, à la suite de Pinto (2003), que ce qui a marqué ce processus de configuration des États-nations en Amérique latine est l'exclusion des autochtones de la politique nationale.

Avant l'occupation militaire par les forces armées du Chili, les Mapuches occupaient environ dix millions d'hectares (Marimán, 2006), reconnus par différents traités (appelés *Parlamentos*), signés d'abord avec l'Empire espagnol et ensuite avec l'État chilien (1825). La frontière fixée par les *Parlamentos* entre les Mapuches

et l'Empire espagnol, après de nombreuses batailles connues sous le nom de *guerre d'Arauco*, était le fleuve Biobío. Cette frontière naturelle a été respectée pendant à peu près deux cents ans.

Cet équilibre est rompu lorsque, au milieu du XIX^{ème} siècle, le jeune État chilien (né en 1810) développe un intérêt spécial pour les territoires du Sud (Pinto, 2003 ; Bengoa, 2000). L'apparition de nouveaux marchés en Australie et aux États-Unis, liés à l'exploitation du blé, a engendré une forte pression sur les terres du Sud (Bengoa, 2000). Parallèlement, durant cette période, c'est le début de l'achat de terres autochtones par des propriétaires privés, tout près de la frontière. Ce qui, selon Pinto (2003 : 152), vient modifier *le vieil espace frontalier* établi. Cela a ouvert la porte au recours à toute sorte de subterfuges pour finaliser les transactions (utiliser de l'alcool pour faire signer des papiers, etc.). Comme le souligne Bengoa (2000 : 159), les Mapuches *n'avaient pas le critère commercial pour valoriser leur terre, ce qui a permis aux spéculateurs et aux militaires de frontière de procéder à cette usurpation*.

Selon Pinto (2003 : 152), pendant cette période, chez les élites du Chili, commence à se développer une *idéologie de l'occupation* afin de justifier l'agression contre les autochtones. Une idéologie qui mélange l'anti-indigénisme, la théorie des races (supérieure/inférieure) et l'expansion de la nation au-delà de ses frontières. C'est par le biais de la presse écrite que cette idéologie va circuler, notamment à travers le quotidien *El Mercurio*.

Pour une grande partie de la classe dirigeante du Chili, les Mapuches étaient une *horde de barbares*, des animaux sauvages qui ne contribuaient en rien au progrès économique du pays. *La nature s'est dépensée pour développer son corps (celui des Mapuches), alors que son intelligence est restée au stade de celle des animaux de proie, dont il possède toutes les qualités n'ayant jamais eu une émotion conscience*⁴, remarque *El Mercurio* à propos des Mapuches. On voit bien que dans cette *idéologie de l'occupation*, au sens de Pinto (2003), la représentation négative des Mapuches fonctionne comme argument qui justifie en quelque sorte la guerre menée par la classe dirigeante chilienne contre eux. Comme a souligné ce même auteur, en ce qui concerne la formation de l'État-nation, on passe *de l'inclusion à l'exclusion* des autochtones.

L'avancement de l'armée de terre sur le territoire mapuche a également déclenché quelques vagues de contestation due à une violence excessive (Pinto, 2003). Cependant, ces rébellions mineures n'ont pas entravé le projet d'occupation, qui a d'ailleurs été fortement soutenu par les Chiliens vivant près de la frontière qui n'ont pas hésité à collaborer avec l'armée en brûlant les maisons

mapuches et en volant leurs animaux d'élevages (Bengoa, 2000 ; Marimán, 2006). Selon Bengoa (2000 : 207), nous sommes devant *l'une des pages les plus sombres de l'Histoire du Chili*.

À la fin du processus d'occupation, le territoire des Mapuches a été réduit à près de 500.000 hectares (Bengoa, 2000 ; Marimán, 2006), c'est-à-dire, une perte de près de 95 % de leur territoire originel. Les conséquences de cette campagne militaire ont été dramatiques pour les Mapuches : la perte du territoire, le vol des animaux d'élevage, la paupérisation de leur société et la migration forcée vers les villes à la recherche d'emploi (ce qui a mené certains intellectuels mapuches à parler de *diaspora mapuche*). On peut ajouter également, comme conséquence de cette campagne militaire, la formation d'un réseau de fortifications, de villes et de latifundiums privés sur l'ancien territoire mapuche (Bengoa, 2000), qui vont faire pression sur les communautés autochtones survivantes et la soumission de celles-ci à l'autorité de l'État chilien. Ce dernier aspect a été souligné par Marimán (2006 : 117), pour qui la suppression de la *gouvernabilité indigène* a été un coup dur qui a fortement débilaté l'organisation politique des Mapuches. Celle-ci a mis du temps pour se remettre, se réorganiser et réclamer de meilleures conditions de vie.

2. Le conflit actuel entre les Mapuches et le Gouvernement chilien

Le retour de la démocratie dans les années quatre-vingt-dix, après dix-sept ans de dictature, a donné lieu à une nouvelle relation entre les Mapuches et l'État chilien, qui s'est matérialisée par la création d'une nouvelle législation. Cette nouvelle relation s'inscrit dans un contexte international, favorable aux revendications autochtones dans toute l'Amérique⁵, qui se traduit en une série de traités internationaux préconisant la protection et la promotion des droits des autochtones⁶.

Sous le gouvernement de Patricio Aylwin (1990-1995), est née la Commission spéciale des peuples indigènes, chargée d'étudier les différents problèmes des autochtones et de proposer des solutions. Parmi les résultats les plus importants de cette commission, se trouvent la création de la loi indigène n° 19253 en 1993 et la création de la Corporation Nationale de Développement Indigène, institution chargée de résoudre les différentes inquiétudes des peuples autochtones.

La loi indigène n° 19253 reconnaît les ethnies du Chili, la protection de leurs cultures, de leurs langues et la possibilité d'accéder aux terres, grâce à la création du Fonds de Développement Indigène et du Fond des Terres et des Eaux, qui permet l'achat de terres par l'État afin de les distribuer auprès des autochtones. L'organisme chargé d'appliquer cette loi et de défendre les autochtones est la Corporation Nationale de Développement Indigène, composée aussi bien par des élus du gouvernement que par des représentants des différentes ethnies du Chili.

Au départ, cette nouvelle législation a été bien accueillie et légitimée par les organisations autochtones (Tricot, 2013 : 153). Cependant, au fil du temps, le manque d'argent du Fonds des Terres et des Eaux pour acheter les terres⁷ et surtout le conflit lié à la construction du barrage Ralco en 1996, dans lequel la Corporation Nationale de Développement Indigène a favorisé la construction du barrage en territoire autochtone (Tricot, 2013 ; Levil Chichahual, 2006), ont provoqué un profond malaise chez les Mapuches, qui s'est traduit en une crise de confiance entre ces deniers et le gouvernement. Pour Levil Chichahual (2006 : 244) en 1997, commence *un nouveau cycle de mobilisations*, qui a été marqué par l'apparition de nouvelles revendications, comme celle de l'autonomie territoriale vis-à-vis de l'État chilien, proclamée par l'organisation *Coordinadora Arauco-Malleco*, ainsi que par la radicalisation de différents participants impliqués dans ce conflit. Selon Tricot (2013 : 182), l'événement Lumaco en 1997 a marqué un point important dans le développement de ce que l'auteur appelle *mouvement mapuche autonome*, qui a mené à un changement des stratégies politiques et des discours vers une radicalisation du mouvement mapuche. À l'instar de Levil Chichahual (2006 : 245), plusieurs facteurs expliquent cette radicalisation du mouvement mapuche : la paupérisation des Mapuches, le changement des leaders à la tête du mouvement mapuche, l'influence internationale de l'expérience zapatiste au Mexique et le renforcement de l'identité mapuche face à l'avancée de la mondialisation.

La réponse du gouvernement face aux différentes actions menées par les organisations mapuches, comme l'occupation de terrains agricoles et le barrage des routes, a été l'application de la loi antiterroriste héritée de la dictature de Pinochet. Cette situation a été dénoncée par différentes organisations nationales et internationales des Droits de l'Homme⁸ qui contestent la pertinence de l'application de cette loi. Dans le même temps, l'intervention de plus en plus violente de la part de la police a causé la mort d'au moins quatre Mapuches, ce qui a créé de fortes tensions sociales entre les organisations mapuches, l'État et la police.

3. La nomination⁹ des événements sociaux dans la presse : le cas du *conflit mapuche*

La nomination des événements depuis un point de vue discursif est un *enjeu en soi* (Siblot, 2001) qu'implique une subjectivité du sujet communicant, manifestée par un point de vue qu'il laisse entrevoir (en faveur ou contre un groupe social) dans sa production discursive. Selon P. Siblot :

Nous ne pouvons dire les choses que telles qu'elles sont «pour nous»; non telles qu'elles sont «en soi», de manière intrinsèque et absolue. [...] À défaut de

pouvoir nommer l'objet «en lui-même et pour lui-même», je le nomme tel qu'il m'apparaît et me concerne, tel que le je perçois, que je l'utilise et qu'à partir de là je peux le concevoir. Aussi, quand je crois nommer l'objet lui-même, c'est mon rapport à lui qu'en réalité je nomme. Toute nomination exprime une vision de la chose nommée, vue « sous un certain angle », à partir du « point de vue » duquel se place le locuteur (2001 : 202).

Dans cette approche, c'est le sujet et son rapport à la réalité qui est au cœur de l'acte de nommer les objets de la réalité sociale. De cette façon, dans le contexte du conflit entre les Mapuches, le gouvernement, les entreprises forestières, les agriculteurs et la police, ce n'est pas la même chose de nommer un même événement *occupations des terres* ou *restitutions de terres ancestrales*. *Occupation des terres* porte une désignation qualificative à caractère négatif pour celui qui ne s'identifie pas avec ces actions, tandis que la seconde dénomination porte une charge positive pour celui qui s'identifie au travers de ces actes. Dans la même ligne, à propos de l'arrivée au pouvoir du général A. Pinochet au Chili, le discours officiel et la presse alliée au régime parlaient de *pronunciamiento militar* tandis que l'opposition parlait de *dictadura cívico-militar*. Les deux désignations sont porteuses de sens et participent activement à la construction de l'événement social, tout en laissant entrevoir leurs points de vue, au sens de Siblot (2001).

De façon similaire, à propos de la Guerre d'Algérie, M Veniard (2013a : 13) constate qu'au moment des faits, l'État français préférait parler d'événements ou d'*opérations de maintien de l'ordre*. Quelques années plus tard, l'État français a dû remplacer ces expressions par *Guerre d'Algérie*, ce qui a entraîné des conséquences comme la reconnaissance historique d'une guerre et du coup l'indemnisation des soldats survivants et des veuves. Cet exemple montre bien les enjeux sociaux et politiques qu'implique l'activité discursive de déclarer une guerre ou un conflit.

Dans le contexte du *conflit mapuche*, les différents événements associés à ce conflit ont été désignés au cours des années quatre-vingt-dix sous les noms de *conflit mapuche*, *conflit indigène* et *question mapuche*. C'est surtout la première désignation qui a été reprise par les médias, au départ entre guillemets et ensuite sans guillemets. Comme l'ont souligné les différents intellectuels (Marimán, 2006) et les organisations mapuches, les désignations *conflit mapuche*, *conflit indigène* et *question mapuche* ne sont pas neutres, mais elles répondent à la nécessité de masquer les autres responsables de ce conflit, à savoir le gouvernement, les entreprises forestières, les agriculteurs et la police.

Face à d'autres dénominations plus explicatives, comme *conflit chilien-mapuche* ou *conflit ethnique chilien-mapuche*, la presse écrite chilienne a choisi les

expressions *conflit mapuche*, *conflit indigène* et *question mapuche*, qui contiennent une forte orientation argumentative, rendant les Mapuches responsables du conflit. On peut se demander à cet égard, pourquoi la presse des années quatre-vingt-dix a gardé ces expressions au lieu de parler de *conflit chilien-mapuche* ou *conflit ethnique chilien-mapuche*. Plusieurs réponses sont possibles : d'abord, la nécessité d'effacer les autres responsables du conflit afin de concentrer l'attention sur les Mapuches comme on l'a vu plus haut. Ensuite, la procédure propre aux médias d'utiliser des mots choquants et familiers pour désigner des événements sociaux, dans le double objectif de chercher la *crédibilité* et la *captation* (Charaudeau, 1997) du public. Finalement, on peut mentionner la dimension idéologique des pratiques discursives de la presse chilienne, marquées par l'esprit conservateur hérité du gouvernement Pinochet qui va protéger les intérêts des agriculteurs et des entreprises (Bengoa, 2000).

Quoi qu'il en soit, la presse chilienne a gardé les syntagmes *conflit mapuche* et *conflit indigène* pour se référer à ces événements, ce qui comporte des implications sociales pour la population mapuche et ses revendications. Parmi ces implications, on peut mentionner sa stigmatisation, ainsi que l'idée que le Mapuche est un être violent par excellence, idée très répandue auprès de la population chilienne (Quilaqueo et al., 2007). Ce dernier aspect n'est pas anodin, car dans l'imaginaire de la société chilienne les Mapuches sont des guerriers courageux qui ont vaincu les Espagnols au XVIème siècle et qui, ensuite, se sont mis à boire de l'alcool. Or, malgré cette sorte de dégénération d'un passé glorieux, ils auraient gardé ce côté violent qu'on leur attribue, car il semble être une partie constitutive de leurs vies. Lorsque la presse parle de *conflit mapuche* ou *conflit indigène* et l'associe à la violence, cela fait revivre dans la mémoire collective l'imaginaire du Mapuche guerrier qui résout ses problèmes par la violence. Cela nous renvoie aux stéréotypes sur les Mapuches, existants dans la société chilienne (Quilaqueo et al., 2007) qui s'activent par l'activité discursive au moment de se référer au conflit tenu entre les Mapuches, le gouvernement, les entreprises forestières, les agriculteurs et la police. À ce sujet, considérons l'extrait ci-dessous :

La violence du conflit dans la région de l'Araucanía a récemment redoublé d'intensité. Le 26 septembre, des personnes encapuchonnées ont « coupé » la route 5, ont tiré sur un bus et ont brûlé quatre camions. Ce mercredi, lors de l'occupation d'une propriété, un Mapuche est mort, renversé par un tracteur. Et le lendemain, deux membres de la communauté mapuche - Juan Queipul et Hugo Melinao - ont été arrêtés, après un nouvel attentat incendiaire, cette fois-ci contre deux camions chargés d'asphalte, qui s'est également produit sur la route 5. (El Mercurio, 05-10-2014)¹⁰.

Dans cet extrait, le concept de violence est associé au conflit mapuche, tant par le mot *violence* que par les différents termes employés (des verbes et syntagmes nominaux) qui parlent de ces événements. Notons que le syntagme *conflit mapuche* n'est pas évoqué, mais son dérivé le *conflit dans l'Araucanía*. Comme nous avons constaté (Segovia Lacoste, 2015), le syntagme *conflit mapuche* possède différents dérivés dans les textes comme *zone de conflit*, *zone de conflit mapuche*, *conflit en zone mapuche*, *zone rouge du conflit mapuche*, *le conflit dans l'Araucanía*, où l'accent est mis aussi bien sur le mot *conflit* que sur les aspects géographiques qui permettent au lecteur de situer les faits. Il faut remarquer également que lorsqu'on décrit les éléments liés au conflit, on utilise souvent un vocabulaire de guerre comme *attentat incendiaire*, *barricades incendiaires*, *victimes*, *armes à feu*, *coup de feu*, *zone rouge*, *protection*, *stratégie militaire*, *repli*, ce qui m'a permis d'avancer l'idée d'une sémantique de la guerre (Segovia Lacoste, 2015), c'est-à-dire, cette tendance à construire des mises en scène propres à la guerre, lorsqu'on traite les événements liés au conflit mapuche. Considérons à cet égard l'extrait ci-dessous :

Neuf policiers ont été blessés par armes à feu, en essayant de dégager le chemin dans la zone de Lleulleu (...). Les barrages routiers créés par des barricades enflammées et des arbres obstruant le chemin ont commencé la nuit de vendredi. Ils sont le résultat de l'appel à la mobilisation, lancé à la suite du dernier décès d'un Mapuche dans la région de l'Araucanía.

Le gouverneur d'Arauco, Humberto Toro fait remarquer que les encapuchonnés mobilisés aujourd'hui dans sa région sont « un groupe bien plus préparé dans l'utilisation d'armement et de stratégies militaires » que ceux que l'on voit habituellement dans cette zone. Il a signalé que la situation est « de plus en plus complexe » et que le Gouvernement portera plainte afin d'obtenir l'arrestation des responsables.

Personne n'a été arrêté car les auteurs des barrages routiers, après avoir tiré sur les policiers, ont disparu au milieu de la forêt qui jouxte une grande partie de la route. Hier, les confrontations avec la police se sont poursuivies toute la journée, avec le repli de l'une et de l'autre faction. (El Mercurio, 05-10-2014)¹¹.

Comme nous l'avons dit, le langage utilisé par les rédacteurs des articles, lorsqu'ils se réfèrent aux événements liés au conflit dit mapuche, ressemble à celui de la guerre. Le contenu des articles se concentre sur les faits (coupure des routes, incendies criminels de camions, tirs d'armes à feu, arrestations, etc...) plus que sur les causes, et quand l'on mentionne l'origine du conflit, on le fait avec des explications partielles et très peu documentées (Van Dijk, 2007). Ce phénomène a

été mis en évidence à plusieurs reprises par des historiens, des anthropologues, des sociologues et des linguistes qui n'hésitent pas à dénoncer la stratégie de décontextualisation de faits lorsqu'on parle du conflit. Dans ce sens, les dénominations *conflit mapuche* ou *conflit indigène* permettent de catégoriser un ensemble de faits et de propos sur les événements liés au conflit qui entretient les Mapuches, le gouvernement, les entreprises forestières et les agriculteurs dont la marque est la violence exercée par la population autochtone. Cela fonctionne sur une *mémoire collective* partagée par la majorité des Chiliens, qui évoque à la fois les événements passés (la guerre contre l'Espagne, la guerre d'Arauco, les guerres contre le Pérou et la Bolivie, etc.) et les propos sur ces événements (l'argument de la civilisation contre la barbarie vue plus haut, les Chiliens contre les Indiens *sauvages* et *indomptés*, dans le sens du poète Alonso de Ercilla). Tous les deux, les événements passés et leurs propos, se mettent à jour lorsque la presse parle de *conflit mapuche* ou *conflit indigène*, en faisant appel à cette mémoire partagée par les Chiliens.

4. Caractéristiques des participants au conflit

De nombreuses études réalisées dans la perspective de la *Critical discourse analysis* sur le conflit dit mapuche (Van Dijk, 2007) ont mis l'accent sur la construction discursive de leurs participants. À cet égard, et comme nous avons pu le constater dans les extraits précédents, la représentation négative des Mapuches dans la presse écrite chilienne saute aux yeux. Les désignations employées pour se référer aux Mapuches sont nombreuses : *encapuchonnés, activistes, violents, des groupes radicaux, des groupes terroristes*, entre autres. De la même façon, les verbes utilisés pour décrire leurs activités participent à cette désignation qualificative : *ils coupent les routes, ils occupent des propriétés, ils demandent des terres, ils brûlent des camions, ils se cachent dans les bois, ils tirent des balles, ils attaquent des véhicules policiers*, etc. Un autre élément important à souligner, d'un point de vue syntactique, est l'utilisation de phrases actives pour décrire les faits violents attribués aux Mapuches. En effet, les rédacteurs des articles de presse emploient souvent ces types de phrase, aussi bien dans la Une que dans le corps de l'article, ce qui met en relief le rôle actant du sujet de la phrase, dans ces cas, les Mapuches.

Un deuxième acteur important de la question correspond à l'agriculteur de la région, qui est décrit comme victime des actions des Mapuches. Les rédacteurs des articles de presse utilisent souvent de phrases passives comme : *ils sont fatigués de la violence, ils sont menacés, ils sont obligés de quitter leurs fermes, ils sont victimes du vol massif du bétail*, ce qui mobilise une représentation positive des agriculteurs, en opposition à celle qu'on se fait des Mapuches. Dans la même lignée,

un troisième acteur correspond au chauffeur de camion qui transporte le bois, qui est aussi décrit fréquemment comme étant victime du conflit : *ils sont menacés, ils sont obligés de descendre du camion, ils ne peuvent pas travailler tranquillement*. Notons également que, lorsque la presse décrit les agriculteurs et les chauffeurs de camion, elle ajoute souvent des récits de vie pour raconter les expériences dramatiques de ces participants.

Un quatrième acteur majeur, connu sous le nom de *carabineros*, est la police, qui est impliquée dans la mort de plusieurs Mapuches (au moins trois : Alex Lemún, Matías Catrileo et Jaime Mendoza Collío). Cet acteur est décrit comme un sujet actant dont les actions sont réalisées pour maintenir l'ordre, *ils augmentent la surveillance, ils rétablissent l'ordre sur les routes*, et comme un sujet subissant la violence, *ils reçoivent des tirs de fusils de chasse, ils reçoivent des balles*. Un aspect important à souligner, comme l'a montré Van Dijk (2007), est la tendance des rédacteurs à vouloir minimiser la responsabilité de la police dans certains événements. Van Dijk a étudié le décès d'Alex Lemún, un jeune d'origine Mapuche tué par un policier en 2002, et il a affirmé que la construction syntaxique employée par le journal minimisait la responsabilité du policier. L'extrait analysé était le suivant : *Edmundo Lemun est mort à cause des lésions cérébrales causées par une balle métallique reçue à la tête* (El Mercurio, le 15 novembre 2002) où l'on omet l'auteur des tirs¹².

Un cinquième acteur important est le gouvernement qui a adopté, au fil du temps, des positions différentes dans le *conflict mapuche*. Cependant, on peut identifier deux attitudes de sa gestion politique : d'un côté, le refus des actes de violence et de l'autre, la résolution des problèmes par voie judiciaire, en appliquant, contre les responsables des actes, la loi antiterroriste. Considérons les extraits suivants, qui vont dans cette lignée : *[le gouvernement] appliquera l'État de droit, [le gouvernement] portera plainte contre les personnes responsables de violence, [le gouvernement] condamne les actes de violence, [le gouvernement] portera plainte devant la justice*. Il est important de souligner qu'en 2014, Francisco Huenchumilla est désigné, par la présidente Bachelet, comme chef de la région de l'Araucanía. L'une de ses premières actions, a été celle de demander pardon au peuple mapuche pour le fait qu'au XIX^{ème} siècle *l'État les a dépouillés de leurs terres*. D'après Aucán Huincamán, dirigeant de l'organisation mapuche *Consejo de todas las tierras*, l'élection de Francisco Huenchumilla à la tête de la région de l'Araucanía, a marqué un *avant* et un *après*¹³, dans la relation que l'État chilien entretient avec la société mapuche. Cependant, en 2015 Francisco Huenchumilla a été remplacé par Andrés Jouannet, ce qui a déclenché des nombreuses polémiques, dues à l'esprit conservateur de ce dernier. En effet, à propos d'une émission à la télévision (Télévision

Nationale du Chili) sur une organisation mapuche (La *Coordinadora Arauco-Malleco*) le 27 mai 2016, Jouannet a dit le lendemain *qu'il ne reconnaissait aucune revendication du territoire, et cela pour aucune raison. Le peuple mapuche fait partie du peuple chilien*¹⁴, ce qui a entraîné une vague de contestation de la part des organisations mapuches.

Finalement, parmi ces acteurs majeurs, il faut considérer aussi les parlementaires de droite. En effet, la droite chilienne ne reconnaît pas les Mapuches comme une ethnie à part entière, mais comme des paysans chiliens réduits à la pauvreté. Dans ce sens, il n'y a pas de *conflit mapuche*, mais un problème de pauvreté qui doit se résoudre par des politiques publiques. La reconnaissance ethnique des Mapuches, qui a vu le jour avec la loi indigène de 1993, est donc contraire à la pensée de la droite. Différents parlementaires de cette tendance, participent activement au débat public autour du conflit, comme Alberto Espina, Iván Moreira et Gustavo Hasbún, entre autres. C'est surtout le premier qui n'a pas hésité, en 2008, à établir des liens entre las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia et les groupes mapuches, tout en affirmant le caractère *terroriste* de certaines actions menées par des groupes mapuches (notamment le cas de la *Coordinadora Arauco-Malleco*). De plus, en 2015, ce même parlementaire a déclaré aux médias la proclamation de l'état d'urgence¹⁵ dans l'Araucanía, après le brûlage de trois camions dans la zone de Lautaro. Un autre parlementaire de droite qui intervient dans l'espace médiatique est Iván Moreira. À propos de la visite de Huenchumilla au Mapuche retenu en prison, parce qu'accusé d'avoir tué le couple Luchsinger-Mackay, il a affirmé que Huenchumilla a provoqué *une lutte des classes* (*El Mercurio*, le 21 juillet 2014) entre les Mapuches et les Chiliens.

Il est important de souligner deux aspects sur la caractérisation des participants au conflit. D'abord, l'aspect identitaire qu'implique la construction discursive des participants. Une identité qui passe par l'activité discursive, et qui d'après Charaudeau (2009 : 4) est *une affaire complexe, car elle n'est pas seulement l'affaire de soi, mais aussi l'affaire des autres, ou plus exactement, l'affaire de soi à travers le regard des autres*. En ce sens, l'identité est une construction qui se fait en relation à l'autre, à l'altérité, et dans le cas du conflit dit mapuche la presse construit une identité chilienne en opposition à une identité mapuche. De cette façon on peut comprendre la représentation négative des Mapuches et la représentation positive de la société chilienne (agriculteurs, chauffeurs de camion, gouvernement et police) et que, par le biais du discours, on construit un espace social où s'affrontent deux visions du monde.

Le second aspect à souligner concerne la façon de nommer les participants du conflit. D'après Moirand (2009), les mots et les expressions avec lesquels on désigne

les acteurs d'un événement peuvent être étudiés à l'intérieur du *paradigme de la désignation*. Les travaux de Moirand montrent bien comment la façon de nommer un événement et ses participants à l'intérieur du *paradigme de la désignation* nous renvoie au domaine de la mémoire¹⁶, qui dans le cas du discours des médias fait appel à une *mémoire interdiscursive* (Moirand, 2007). Selon cet auteur, celle-ci se constitue dans et par les médias, repose de texte en texte sur des formulations récurrentes, qui appartiennent forcément à des discours antérieurs, et qui, fonctionnant sous le régime de l'allusion, participent à l'interprétation de ces événements (1999b : 173). Dans le cas du *conflit mapuche*, désigner certains groupes comme *terroristes*, nous renvoie à une autre époque, celle de la dictature de Pinochet et des années soixante-dix. Il en est de même pour la désignation *violents*, qui nous renvoie à l'époque de la conquête du Chili où a vu le jour la guerre d'Arauco entre Mapuches et Espagnols, mais aussi à la caractérisation du poète A. de Ercilla qui a immortalisé le mythe du Mapuche *sauvage* et *indompté*. Cette réflexion nous amène à considérer la dimension dialogique du discours proposé par Bakhtine, pour qui le mot *n'oublie jamais son trajet* lorsqu'on passe d'un contexte à un autre, d'un locuteur à un autre. Dans cette lignée, Bakhtine nous signale que tout membre d'une collectivité parlante ne trouve pas des mots neutres, libres des appréciations ou des orientations d'autrui, mais des mots habités par des voix autres (Bakhtine, 1970 : 263). Cela nous porte à prendre en compte les différentes situations énonciatives dans lesquelles les mots *terroristes* ou *violents* ont été employés et qui se mettent à jour lorsqu'on désigne un événement ou un participant de cette façon.

Conclusion

La manière utilisée par la presse chilienne de nommer les événements comme *conflit mapuche* ou *conflit indigène* et de définir les Mapuches comme *violents* ou *terroristes*, a joué un rôle important dans le développement de ce conflit. Cela a contribué à lui donner un sens et une certaine orientation argumentative qui questionne, voire criminalise les revendications des groupes mapuches. En effet, par le biais du discours, la presse écrite a construit une représentation négative des Mapuches et positive des participants de la société chilienne (agriculteurs, chauffeurs de camion, gouvernement et police), ce qui nous interroge sur la construction identitaire proposée par les médias, et de façon plus large, sur les aspects cultureux emmagasinés dans la *mémoire collective* de la société chilienne. On pourrait se demander, à juste titre, si cette représentation discursive, véhiculée par la presse, contribue à apaiser la situation au sein de la société chilienne. Les éléments développés dans ce travail soutiennent que, tout au contraire, cette représentation discursive loin d'apaiser le conflit, contribue à son exacerbation.

Bibliographie

- Bakhtine, M. 1970. La poétique de Dostoïevski. Paris : Seuil.
- Bengoia, J. 2000. *Historia del pueblo mapuche (siglo XIX y XX)*. Santiago : Lom.
- Charaudeau, P. 1997. *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Paris : Nathan- Ina.
- Charaudeau, P. 2009. Identité linguistique, identité culturelle : une relation paradoxale. In : Lagarde, C (dir.), *Le discours sur les « langues d'Espagne »*. *El discurso sobre las «lenguas españolas» 1978-2008*. Perpignan : Presses Universitaires de Perpignan.
- Levil Chichahual, R. 2006. « Sociedad mapuche contemporánea ». In : Caniuqueo, S. et al., j... *Escucha winka...! Cuatro ensayos de Historia Nacional Mapuche y un epílogo sobre el futuro*. Santiago : Lom, p.219-252.
- Marimán, P. 2006. « Los mapuches antes de la conquista militar chileno argentina » In : Caniuqueo, S. et al., j... *Escucha winka...! Cuatro ensayos de Historia Nacional Mapuche y un epílogo sobre el futuro*. Santiago : LOM, p.53-126.
- Moirand, S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : Puf.
- Moirand, S. 2009a. « Des façons de nommer «les jeunes» dans la presse quotidienne nationale ». *Adolescence*, 4, n° 70, p. 907-919.
- Moirand, S. 2009b. « Les indices dialogiques de contextualisation dans la presse ordinaire ». *Cahiers de praxématique*, n° 33, p. 145-184.
- Pinto, Jorge. 2003. *La formación del Estado y la nación y el pueblo mapuche. De la inclusión a la exclusión*. Santiago : Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam).
- Quilaqueo, D et al., 2007. « Representación social mapuche e imaginario social no mapuche de la discriminación percibida ». *Atenea*, n°496, p.81-103.
- Segovia Lacoste, P. 2015. « Nommer le «conflit mapuche» dans la presse chilienne ». In : Richard, A et al., (dir.). *Le discours politique identitaire dans les média*. Paris : L'Harmattan, p.139-165.
- Siblot, P. 1997. « Nomination et production de sens : le praxème ». *Langages*, n° 127, p. 38-55.
- Siblot, P. 2001. « De la dénomination à la nomination. Les dynamiques de la signifiante nominale et le propre du nom ». *Cahiers de praxématique*, n°36, p.189-214.
- Tricot, T. 2013. *Autonomía. El movimiento Mapuche de resistencia*. Santiago : Ceibo
- Van Dijk, T. (dir.). 2007. *Racismo y discurso en América Latina*. Barcelona : Gedisa.
- Veniard, M. 2013. « Nommer un événement : le désigner et/ou le signifier ? Le cas de la guerre en Afghanistan (2001) dans Le Monde et Le Figaro » In : Puccini P et all. (dir.). *Les Mots de la guerre: imaginaires, langages, représentations*. Clueb, Bologne, p. 27-41.
- Veniard, M. 2013b. *La nomination des événements dans la presse. Essai de sémantique discursive*. Presses universitaires de Franche-Comté.

Notes

1. Ce travail a été rendu possible grâce au soutien du Concurso nacional de apoyo al retorno de los investigadores desde el extranjero 2014, Comisión nacional de investigación científica y tecnológica de Chile, n° 82140053.
2. *El Mercurio* est un quotidien de tendance conservatrice qui date de 1990. C'est l'un des quotidiens les plus anciens de l'Amérique latine. *El Mercurio* conforme une société qui possède un réseau de dix-neuf quotidiens régionaux et de trente-deux stations de radio à travers le pays. On trouve une édition en papier et une en ligne connue sous le nom d'Emol.
3. *La Tercera* est un quotidien de tendance conservatrice qui s'adresse aux classes moyennes. Après *El Mercurio*, *La Tercera* est le deuxième grand quotidien au Chili.

4. *Todo lo ha gastado la naturaleza en desarrollar su cuerpo, mientras que su inteligencia ha quedado a la par de los animales de rapiña, cuyas cualidades posee en alto grado, no habiendo tenido jamás una emoción moral* (El Mercurio, le 24 mai 1859).
5. L'organisation des Nations Unies a déclaré 1993 comme Année internationale des peuples indigènes et en 1994 l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale des peuples autochtones (1995-2004).
6. Voir La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail.
7. Chili. Le peuple Mapuche : entre l'oubli et l'exclusion. Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Rapport n° 358 / 4, 2003.
8. Le 29 juillet de 2013, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme a pointé du doigt le Chili pour violation de droits de l'homme à cause de la poursuite que mène cet État contre les membres des organisations mapuches, accusés de terrorisme.
9. À la suite de Veniard (2013b : 17), nous comprenons la nomination comme *l'acte d'attribuer une expression linguistique à un segment de la réalité, qui livre un point de vue anthropologique sur l'objet nommé*.
10. (...) *La violencia del conflicto en La Araucanía arreció en los últimos días. El 26 de septiembre, encapuchados « cortaron » la Ruta 5, balearon un bus y quemaron cuatro camiones. Este miércoles, un mapuche murió atropellado por un tractor, en medio de la toma de un predio. Y al día siguiente, dos comuneros -Juan Queipul y Hugo Melinao- fueron detenidos, luego de un nuevo atentado incendiario, ahora contra dos camiones cargados con asfalto, también en la Ruta 5* (El Mercurio, 05-10-2014).
- 11 *Nueve carabineros son heridos con armas de fuego al intentar despejar ruta en zona de Lleulleu(...)* Los cortes en el camino que comenzaron la noche del viernes, con barricadas incendiarias y árboles cruzados, tienen su origen en un llamado a movilizarse por la última muerte de un mapuche en la Región de La Araucanía. Así, al menos, lo asegura el gobernador de Arauco, Humberto Toro, quien advierte que los encapuchados movilizados hoy en su provincia son « un grupo mucho más preparado en el uso de armamento y de estrategias militares » que el que se acostumbra a ver en esa zona. Acotó que la situación « ha llegado a mayores complejidades » y que el Gobierno se querellará para lograr el arresto de los responsables. No hubo detenidos, pues los autores de los cortes en la ruta, luego de recibir a tiros a los carabineros, desaparecen en medio del bosque que bordea gran parte de la carretera. Ayer, los enfrentamientos con la policía se extendieron durante todo el día, con el repliegue de uno y otro bando (El Mercurio, 05-10-2014).
12. Exemple analysé par T. Van Dijk lors d'une conférence à l'Université de Concepción le 3 janvier 2003.
13. *La Tercera*, le 15 juillet 2014.
14. *La Tercera*, le 30 mai 2016.
15. *La Tercera*, le 24 octobre 2015.
16. L'analyse du discours développé en France à partir des années soixante-dix entretient un rapport avec cette notion, comme on peut le voir dans les développements des notions de *mémoire discursive* de J. J. Courtine et de *mémoire interdiscursive* de S. Moirand.